

Le sous-développement, le plan Colombo, et la contribution canadienne

Jean Mehling

Volume 32, Number 4, January–March 1957

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000135ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000135ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mehling, J. (1957). Le sous-développement, le plan Colombo, et la contribution canadienne. *L'Actualité économique*, 32(4), 604–631.
<https://doi.org/10.7202/1000135ar>

Le sous-développement, le plan de Colombo, et la contribution canadienne

On parle de plus en plus de pays sous-développés, insuffisamment développés. Les plans s'accumulent. Leur réalisation se fait toujours plus difficile, parce que, dans le temps même où l'on croyait avoir appliqué les remèdes, la vieille loi de Malthus semble avoir acquis une force nouvelle. Ainsi, le sous-développement évoque le tonneau des Danaïdes, et l'on en vient à se demander s'il ne serait pas préférable de tout abandonner plutôt que de s'épuiser en de vains efforts.

La progression effarante des courbes de natalité ne donne-t-elle pas au malthusianisme (croissance géométrique de la population) une signification nouvelle? Quelques chiffres pourront peut-être, en introduction aux remarques qui vont suivre, éclairer d'une lumière nouvelle le problème du sous-développement économique:

Population mondiale approximative¹:

Années	Estimé de la population (en millions)
1950.....	2,454
1980.....	4,000
2000.....	5,000
2050.....	11,000

1. Angelopoulos, *L'atome unira-t-il le monde*, Paris 1956, p. 115. D'après les prévisions de la section de la population des Nations-Unies.

Les chiffres précédents ne sont que des nombres absolus et demeurent incomplets pour une approche sérieuse des problèmes du sous-développement. Les accroissements gigantesques de la population du globe suffiraient à nous causer de graves inquiétudes. Comment, néanmoins, ne pas reconnaître que le problème se complique encore, du fait de l'allongement de la vie moyenne des individus, inévitable et heureux corollaire de l'amélioration des conditions économiques tout au long des âges? Voici, par exemple, ce que donne, dans ce domaine, un calcul qui prend en considération la France, pays normalement développé:

Espérance de vie des femmes¹

Époques	Espérance moyenne de vie (années)
XVIII ^e siècle.....	18.0
XIX ^e siècle.....	39.1
XX ^e siècle (avant 1914).....	54.5
XX ^e siècle (période actuelle).....	67.3

On peut donc imaginer sans grande difficulté que si cette amélioration est en bonne partie le résultat d'un mieux-être général, des résultats identiques se produiront sans doute aux Indes, au Vietnam ou en tel autre pays du Sud-Est asiatique ou d'Extrême-Orient, au fur et à mesure de la disparition du sous-développement.

Si biens et services économiques se trouvaient répartis de façon équitable à travers le monde, le problème du sous-développement apparaîtrait déjà presque insoluble. Deux tableaux nous éclaireront à ce sujet.

Continents pris en considération	Représentant en p.c. de la population totale du globe	P.c. du revenu mondial produit ²
Asie.....	53 p.c.	10 p.c.
Asie + Afrique + Amérique du Sud }.....	65 "	15 "
Reste du monde.....	35 "	85 "

Par ailleurs, dans les pays désireux de sortir de leur misère et d'améliorer les conditions de vie des individus, le problème des ressources énergétiques prend une importance tous les jours plus

1. H. D'Hérouville, *l'Économie Mondiale*, Paris 1953, p. 8.
 2. Angelopoulos, op. cit., p. 113.

grande. Or, justement, la répartition de ces ressources se révèle d'une choquante inégalité.¹

Consommation d'énergie par habitant en 1950

(en tonnes métriques de houille)

Pays	Consommation (en tonnes)
Amérique du Nord.....	7.50
Océanie.....	3.00
Europe.....	2.00
U.R.S.S.....	1.50
Amérique latine.....	0.50
Afrique.....	0.33
Asie.....	0.25

Ce ne sont là que des chiffres. Rien encore n'a été posé, aucun raisonnement construit: nous n'avons devant nous, pour l'instant, que des données rudimentaires. Ne sont-elles pas d'une éloquence considérable? La population mondiale s'accroît à un rythme vertigineux; les individus plus nombreux vivent plus longtemps. Or, les continents où, précisément, le nombre des hommes en quête de biens et services s'accroît le plus vite sont ceux qui disposent des ressources les plus faibles. Ils n'ont rien, ou presque. C'est cela le problème que pose le sous-développement: placer à la disposition des individus des richesses économiques suffisantes pour la satisfaction de leurs besoins.

On a tôt fait, cependant, de s'apercevoir qu'il y a loin des définitions du sous-développement à l'élaboration d'un système capable de supprimer les causes du mal. Le Canada a jugé qu'il lui était impossible de se désintéresser des problèmes que pose le sous-développement. Il s'est donc résolument engagé dans les organisations spécialisées. A-t-il eu tort? A-t-il eu raison? Nous allons tenter d'apporter quelques lumières à ces questions.

* * *

On pourrait évidemment poser en axiome que tout pays est en quelque sorte sous-développé. On énoncerait alors l'idée que le sous-développement existe dès l'instant où sa capacité de production, par exemple, n'atteint pas le niveau qui correspond à une

1. H. d'Hérouville, op. cit., p. 34.

mise en jeu optima des facteurs de production dont il dispose. Dans une définition de cette nature, il n'y aurait sur terre que des pays sous-développés ou presque, aucun — même parmi les plus riches — ne pouvant jamais prétendre avoir atteint sa production nationale maxima. En un sens, il ne serait pas paradoxal d'énoncer l'idée que la somme de ces sous-développements partiels ne peut aboutir qu'à un véritable sous-développement mondial. Semblable affirmation ne s'étendrait, évidemment, qu'à l'aspect économique du sous-développement, et nous lui trouverions sans mal une justification dans le scandaleux paradoxe d'un monde incapable d'assurer un minimum de bien-être à la majorité des êtres humains.

On est cependant convenu de définir le sous-développement comme une situation économique qui condamne un pays à la misère et à la faim. Le sous-développement ne sera plus alors une notion établie, pour chaque pays sans distinction, en fonction de ses propres «possibilités», mais pour tel ou tel pays considéré isolément en fonction de ses besoins.

Existe-t-il de meilleur critère? Si l'on s'y tient, on a tôt fait de noter que les besoins les plus incompressibles ne reçoivent pas satisfaction dans toute l'Asie, en Afrique, en Amérique du Sud. Il faudrait encore définir ces besoins.

Les problèmes à envisager et les difficultés à résoudre ne sont pas tous d'essence économique. Comment dissocier les problèmes? Pour s'être trop longtemps contenté d'une analyse partielle du sous-développement, les pays qui eussent pu ou voulu faire œuvre constructive en la matière n'ont rien fait, ou n'ont accompli qu'une œuvre partielle.

Nul ne songera à nier la nécessité d'apporter une aide aux pays sous-développés. Tout en admettant qu'il convient de régler les problèmes par ordre d'urgences décroissantes, nous voudrions, dans ce paragraphe, mettre aussi clairement que possible en lumière la vanité de solutions purement économiques.

Dans l'étude des plans d'assistance à l'Asie (continent auquel nous bornerons ici nos remarques), nous paraît s'imposer la nécessité d'une double considération préliminaire: les secours doivent être apportés dans un ordre chronologique qui corresponde aux urgences des besoins insatisfaits; ils ne sauraient se contenter de rechercher une solution des difficultés économiques, mais doivent

s'intégrer dans un plan général qui tienne compte de la complémentarité des phénomènes économiques, sociaux, politiques. En d'autres termes, ayant compris de quelle façon l'économie prend place dans l'humain, les pays plus développés contribueront à l'édification d'une œuvre durable dans les pays peu ou pas développés.

* * *

Ne pourront donc prétendre, à notre avis, participer de façon utile à l'amélioration des pays asiatiques, par exemple, que les pays en mesure de leur apporter une aide ne mettant pas en péril leur propre développement. Les plans d'assistance ne sont pas des charités temporaires. Il faut bien se persuader que le siècle passera avant que l'Inde ou le Laos n'aient atteint un niveau de vie acceptable selon nos normes.

Nous savons déjà ce que signifient les courbes de croissance de la natalité. Il paraît à peine croyable que l'aide apportée aux Indiens, au titre du plan Colombo, par exemple, puisse être une compensation à la seule augmentation du nombre des individus. Voilà donc replacé, par ce simple exemple, le problème du sous-développement économique dans son cadre humain. Que va-t-on résoudre par la construction de barrages, de dispensaires, de pistes d'aviation, si dès l'instant où ces œuvres se trouvent accomplies, la démographie remet tout en cause?

Mais alors, de quoi s'agit-il donc? Il y a, par delà l'impérieuse nécessité d'une aide matérielle massive, rationnelle et durable, celle d'une réorganisation à peu près totale des structures sociales et politiques.

Nous avons eu l'occasion, à Bénarès, de faire quelques constatations sur l'impossibilité d'apporter une aide à un pays sous-développé s'il ne renonce pas de lui-même ou parce qu'on lui en démontre l'impérieuse nécessité, à une certaine façon d'envisager les problèmes. Comment imaginer, par exemple, qu'il sera suffisant d'améliorer le rendement des cultures en Inde, si par ailleurs les vaches, protégées par des croyances profondes et respectables mais anti-économiques, conservent le droit de proliférer et de dévorer une bonne part des récoltes? En 1945, on trouvait aux Indes 176 millions de bovidés (plus 30 millions au Pakistan),

soit 65 têtes pour 40 hectares de terres cultivées, ou encore 53 bêtes par centaine d'être humains. On ajoutera aux chiffres précédents 43 millions de moutons et 53 millions de chèvres.¹

Est-il possible d'escompter une modification radicale des croyances religieuses qui aboutissent à ce genre de fléau économique? Sans doute pas. Mais ne serait-il pas indispensable de placer le gouvernement de Delhi devant ses responsabilités en la matière? Ce ne sont que des exemples. Quel pays sera en mesure de donner conscience aux pays sous-développés de l'inefficacité d'une aide économique qui ne va pas de pair avec une modification de certaines notions extra-économiques?

* * *

C'est ici qu'intervient au débat une seconde considération: la nécessité pour les pays sous-développés d'accepter sans restriction l'aide qui leur est apportée. Ce second problème qu'il nous faut envisager n'est pas simplement économique. Son analyse nous apportera la preuve — s'il en est encore besoin — de l'étroite connexion entre les données économiques d'un problème et ses données politiques. On n'ose même pas affirmer que les interdépendances de l'économie et de la politique soient plus intimes dans le cas de l'Extrême-Orient que partout ailleurs. Disons simplement qu'elles se manifestent de façon plus apparente.

«N'essayez pas d'amener le maître à l'indulgence. Proposez-vous en masse, au contraire, et réclamez à cor et à cri que la loi vous soit appliquée dans toute sa rigueur.»

C'est Lanza del Vasto qui rapporte ces propos de Gandhi à ses compatriotes.² Le conseil a dû demeurer isolé, si l'on en croit la suite des événements. Les événements politiques ont suivi un cours très différent: l'économique paraît avoir été débordé par la politique. Était-il possible aux Hindous, et après eux aux autres asiatiques, de subir la contrainte politique, dans l'espoir d'obtenir du «maître» une amélioration des conditions matérielles, par exemple?

L'inévitable confusion des deux séries de problèmes nous paraît la cause non seulement des soulèvements politiques de ces

1. M. S. Renon, *L'Économie de l'Inde*, Paris 1952, pp. 55 et 56.

2. Lanza del Vasto, *Le pèlerinage aux sources*, p. 156, cité par G. Burdeau, *Traité de Science Politique*, Paris, 1950, Tome III, p. 600.

dix dernières années en Asie, mais encore du choix d'une ligne de conduite peu conforme aux véritables intérêts matériels de l'Extrême-Orient. Ces remarques méritent quelques précisions.

Une longue expérience semble avoir prévenu l'Asie contre toute aide économique venue de l'Occident. On invoque le colonialisme. On explique que les populations asiatiques, tenues en état de sujétion pendant plusieurs siècles, découvrent avec stupeur la mainmise dont elles ont été l'objet et lui préfèrent la misère. Cette misère même, où tant d'entre elles croupissent encore, on en fait le plus cinglant reproche à l'Europe en particulier, et l'on y croit découvrir la preuve irréfutable de la logique manifestée par l'Asie devant l'aide offerte par tel pays européen. La France, par exemple, a conduit pendant près d'une décade le combat au Vietnam. Il apparaît donc dans la logique des choses que ce dernier pays se détourne du capital français, des techniciens français, de la culture française même, au profit du capital américain, des conseillers américains. C'est là, probablement, l'aspect moral du problème dont nous verrons ce qu'il peut représenter pour des pays comme le Canada. À vrai dire, les considérations extra-économiques ne sont pas seules à entrer en ligne de compte, mais elles jouent un rôle d'une extrême importance.

L'Asie a-t-elle le droit de refuser l'aide de l'étranger? Est-elle bien ou mal inspirée en se détournant de l'aide que pourraient lui apporter certains pays à qui elle a longtemps été soumise? Quels risques court-elle, soit en acceptant, soit en refusant l'aide qu'on pourrait lui fournir?

Dans le fond, la dernière des questions posées nous paraît être la première en importance. L'Asie veut échapper, coûte que coûte, au contrôle de sa vie politique par le moyen indirect d'investissements capitalistes. Ce n'est pas ici l'endroit d'analyser avec précision semblable problème. Nous dirons simplement que le risque existe. C'est probablement de là qu'est venu tout le mal. Les investissements capitalistes effectués par l'Occident ont, sans aucun doute, conduit la plupart des pays asiatiques aux portes de la richesse: le mouvement s'est trop souvent arrêté à cet instant. L'Occident a trop raisonné en «termes individualistes», en ce sens qu'il n'a que très rarement tenté de donner à ses investissements une forme globale, logique: celle qui a en vue l'élévation du niveau

de vie, par exemple, de toute une région. Les investisseurs ont trop fréquemment donné l'impression que seuls comptaient les bénéfices immédiats — les leurs —; ils ont rarement obéi à des considérations désintéressées. On répondra qu'ils cédaient ainsi à des mobiles uniquement économiques. C'est bien ce que nous déplorons: la méconnaissance de ces interdépendances que nous avons signalées. Du même coup, seuls bénéficiaires des richesses créées, ils disposaient de moyens leur permettant un contrôle assez complet de la vie politique des pays asiatiques considérés.

Ce n'est pas diminuer l'œuvre réellement accomplie en Asie par l'Occident que de se refuser à reconnaître ce que tant d'Asiatiques eux-mêmes ont ressenti avec netteté. Ne nous étonnons donc pas de certains refus. L'assimilation quelquefois trop partielle faite par le Vietnam, par exemple, entre «apports économiques de la France» et «domination politique de l'administration française» procède des considérations précédentes. Nous parlons du Vietnam parce que nous avons pu observer plus attentivement les réactions de ce pays et le comportement de certains investisseurs. Il ne s'agit là que d'un exemple, nullement exclusif par ailleurs.

On comprend, dès lors, la méfiance du Vietnam préférant, pour l'instant au moins, détacher son sort économique du capitalisme français, sous prétexte de protéger son indépendance politique. L'argument vaut ce qu'il vaut, mais comment ne pas comprendre qu'il obéit en partie à des mobiles psychologiques nets?

Mais voici le second aspect du problème. Vraies ou fausses, les réticences asiatiques ne constituent-elles pas une menace aussi grave pour les Asiatiques: celle de ne pas recevoir toute l'aide dont ils ont besoin? On peut affirmer sans grand risque de se tromper qu'il y a là un danger pour les économies de leurs nations sous-développés, bientôt devenu péril pour leur indépendance politique. Si nous avons raison, le mot de Saint-Simon devient alors une réalité: «Ce n'est plus d'être gouvernée que la nation a besoin, c'est d'être administrée»¹.

C'est surtout en prenant en considération les présentes remarques que nous avons parlé de la nécessité, pour les pays sous-développés, d'accepter une aide économique. Par aide économique,

1. Cité par A. Cu villier, *Manuel de Philosophie*, Paris, 1951, Tome II, p. 402.

nous le verrons, nous entendons également aide financière, les deux aspects du problème se complétant nécessairement.

Les réticences de l'Asie devant l'aide européenne, explicables ou non, font courir aux diverses nations d'Extrême-Orient un double péril: celui de se trouver insuffisamment soutenues, pour avoir «éliminé» tel ou tel pays occidental, celui plus grave encore de tomber, sans s'en rendre compte, sous la domination indirecte d'un autre investisseur. La réponse selon laquelle l'aide parvient aux pays asiatiques par l'intermédiaire d'organisations internationales diminue, évidemment, le poids de notre argumentation: elle ne le supprime pas de façon définitive.

Ce n'est pas faire preuve d'anti-américanisme que d'affirmer que la part prépondérante prise par les États-Unis dans l'aide aux pays sous-développés ne va pas sans un certain risque de contrôle politique; ou alors que, pleinement conscients du danger couru, les bénéficiaires cherchent à contre-balancer l'aide américaine par des appuis non américains; ce qui leur fait oublier le danger que présentent les secours russes, par exemple.

On le voit, la séparation des aspects politiques et économiques de l'aide aux pays sous-développés ne peut se faire avec netteté. C'est l'une des raisons pour lesquelles certains pays, considérés comme «neutres» (le terme devant être défini) vont bénéficier dans l'avenir, bénéficient déjà, d'une position éminente en la matière.

* * *

Les pays sous-développés de l'Asie (c'est-à-dire, en fait, la quasi-totalité des pays du continent) doivent recevoir une aide, dont la nature fera l'objet d'une analyse ultérieure. Il n'est cependant pas sans un grand intérêt pour nous de nous demander si les considérations précédentes ne confèrent pas au Canada lui-même une position particulière. Nous hésitons à utiliser pour l'instant l'expression de «position privilégiée», l'un des problèmes auxquels nous tenterons d'apporter une réponse étant précisément le fait de déterminer si un pays en plein développement lui-même peut sans danger distraire des sommes considérables au profit de tiers.

La participation canadienne à l'aide importante accordée depuis la seconde guerre mondiale à l'Asie dite du Sud-Est, s'insère

dans un programme d'ensemble d'une envergure considérable, le plan Colombo, œuvre qui, d'ailleurs, ne saurait atteindre les fins recherchés qu'en s'élargissant, tant par le nombre de ses adhérents que par celui des fonds mis en jeu.

Répondant à diverses questions qui lui avaient été posées le 3 mai 1956 devant le Comité permanent des Affaires extérieures, Monsieur Nik Cavell n'a pas manqué de faire remarquer la position avantageuse du Canada à l'égard du Vietnam, tout particulièrement. Il insistait sur le fait que, seul parmi tous les États membres du plan Colombo, le Canada pouvait apporter au Vietnam une formation technique distribuée en français. Si l'on tient compte de la longue présence française dans ce pays, on admettra que le bilinguisme canadien puisse présenter quelques avantages dans le domaine de l'éducation. Il ne s'agit pas là d'un aspect sans importance du plan. Nous ne manquerons pas d'insister au contraire sur l'apport précieux qu'il représente. Néanmoins, on n'a pas résolu le problème parce qu'on a envoyé en Asie un certain nombre de techniciens capables de former l'Asie avant que la Russie elle-même ne l'ait fait. Toutefois, l'aide aux pays sous-développés ne doit pas, en fin de compte, être accordée dans la seule optique de l'anti-communisme. D'ailleurs, même si l'on s'en tient à cette seule considération, on ne voit pas pourquoi le Canada serait appelé à un rôle particulier: le péril est commun à toutes les nations occidentales, de voir l'Asie sombrer dans le communisme.

En réalité, il nous semble que l'interdépendance des données économiques et politiques, très nette dans le cas des pays sous-développés de l'Asie, prend toute sa signification à propos de la participation canadienne au plan Colombo. Le Canada est un pays politiquement indépendant; son affiliation au Commonwealth ne saurait être prise en mauvaise part; l'Inde elle-même (pays sous-développé bénéficiaire du plan) appartenant à la même communauté économique-politique. De tous les membres du Commonwealth, le Canada nous paraît le seul dont le «passé asiatique» soit inexistant, ce qui est une garantie morale considérable. Il ne nous paraît pas inadmissible d'admettre que sans sa présence parmi les États membres du plan Colombo, la plupart des pays bénéficiaires eussent refusé l'aide apportée à leur économie. Qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, de l'Afrique-du-Sud, ou encore du Japon, des

États-Unis; la plupart des membres du plan Colombo pourraient être suspectés, à tort ou à raison, par les bénéficiaires de l'aide accordée.

Est-ce à dire, pour autant, qu'il faille considérer la participation canadienne comme totalement dépouillée de considérations de rentabilité à long terme? Il s'agit là d'un autre aspect du problème, sur lequel nous reviendrons ultérieurement.

* * *

Tout le problème se trouve axé sur cette considération: l'aide aux pays sous-développés doit être envisagée en fonction de la notion fondamentale de l'économie politique, celle du besoin. Il y a les besoins des pays secourus, ceux également des pays qui apportent leur aide. Car il serait puéril de n'envisager le plan Colombo, par exemple, que du seul point de vue des pays asiatiques. Plus encore que sur la puérité d'une semblable optique, c'est sur les dangers qui pourraient en résulter pour les pays prêteurs cherchant à participer à un programme d'assistance disproportionné par rapport à leurs possibilités réelles de don ou de prêt, que nous insisterons ultérieurement. Pour l'instant, nous nous en tiendrons à la notion de besoin telle qu'elle apparaît aux autorités des pays sous-développés eux-mêmes.

Nous disons, en préambule à ces quelques remarques, que le besoin, dans le cas des pays asiatiques, n'est plus une notion purement économique. D'ailleurs, peut-on être certain que cette remarque ne s'applique pas, de nos jours, à la plupart des pays du monde? Prenons un exemple précis pour éclairer le problème. L'Inde surpeuplée souffre d'une disette à peu près endémique. Il est entendu qu'accessoirement se posent aussi des problèmes dans tous les domaines de la production industrielle: l'Inde manque de tracteurs; d'une façon plus générale, elle manque d'acier. Le gouvernement indien, dans la détermination des besoins qu'il n'a certainement pas manqué d'effectuer lors de l'élaboration de ses plans quinquennaux, se trouvait en face d'une masse immense de besoins à satisfaire. Sur quoi allait-il faire porter l'essentiel de ses recherches: sur le désir bien légitime de se libérer au plus vite de ses dépendances à l'égard des pays étrangers à qui il lui faudrait

s'adresser longtemps encore, dans l'état actuel de l'industrie, ou au contraire sur la conscience de la primauté d'une suppression de la faim par l'amélioration des rendements agricoles?

Ne peut-on pas affirmer qu'un pays désireux d'assurer son indépendance politique par son indépendance économique, doit avoir soin de s'équiper le plus rapidement possible dans le domaine industriel, quitte à voir son agriculture progresser avec plus de lenteur, et à maintenir les nationaux à un niveau de vie très bas? En réalité, nous estimons que ce sont là de faux dilemmes, où s'enchevêtrent les données économiques et politiques, le principe de la division internationale du travail se trouvant relégué à l'arrière-plan des considérations des gouvernants. Mais nous savons à quoi nous en tenir à ce sujet. Qu'on se réfère à nos remarques antérieures.

Sans doute apparaît-il compréhensible que l'Inde, par exemple, accorde à de semblables considérations un poids proportionnel aux longues années de tutelle dont elle a si péniblement réussi à se dégager. Les pays membres du plan Colombo dont l'Asie sous-développée attend l'aide doivent-ils se soumettre à de semblables considérations? Nous n'hésitons pas à répondre par la négative. Il existe une logique, au moins élémentaire, dans l'ordre des besoins à satisfaire. Cette logique nous paraît correspondre à ce que nous appellerons la hiérarchie des besoins, la détermination des secours ne se faisant plus selon des critères politiques choisis par les pays sous-développés, sur le vu d'une recherche à tout prix d'autonomie politique, mais selon des règles qui rendent à l'analyse économique sa véritable signification: celle de science des besoins de l'homme.

On aura beau argumenter, prétendre que nos critères ne sont pas nécessairement ceux des pays sous-développés, que notre façon d'envisager le besoin correspond à un certain développement d'une civilisation qu'il ne s'agit pas d'imposer coûte que coûte aux pays asiatiques, ce ne sont là que faux-fuyants, arguments démagogiques en vue de se concilier, temporairement, les faveurs politiques d'une Asie en ébullition.

Nous estimons que les pays économiquement sous-développés ne font nullement acte de soumission politique en reconnaissant aux chiffres une valeur probante. Voyons le cas des Indes en 1950, par exemple:

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

1) accroissement annuel de la population	5,000,000 d'individus environ
2) durée moyenne de la vie, aux Indes	27 ans
3) pourcentage de la population totale vivant de la terre	65 p.c.
4) moyennes des terres cultivées	50 p.c.

Ce sont là des chiffres qui ne concernent que l'Inde¹. Il est presque certain qu'une série d'exemples, consacrés à la plupart des pays aidés au titre du plan Colombo, donnerait des résultats à peu près identiques. Ceux-ci, en tout cas, nous paraissent éloquentes. Voici un pays qui doit, par priorité, accorder tous ses soins à la solution de ses difficultés agricoles. La majeure partie de la population nationale vit de la terre. Si l'on en croit l'ouvrage d'où proviennent les chiffres utilisés, 15 p.c. de la population réputée non terrienne a une occupation agricole à titre de seconde profession, ce qui élève à plus de 70 p.c. le pourcentage en question. Or, voici une terre souvent riche, sur laquelle vivent près des trois quarts de la nation, dans des conditions de misère telle que la durée moyenne de la vie ne dépasse pas 27 ans. L'aide apportée à l'Inde doit donc, avant tout, consister en un appui massif accordé selon des règles d'urgence. Cela ne signifie nullement, bien entendu, qu'il faille négliger l'aide à l'industrie. D'ailleurs, par aide agricole, nous n'entendons pas uniquement les secours en blé, matières grasses, etc . . . mais en tous biens ou services qui rendront possible une amélioration rapide des conditions dont fait état notre tableau. Nous verrons, à ce propos, la place prépondérante qui pourrait revenir au Canada, dans les secours apportés à l'Inde et aux pays asiatiques en général.

Le *Quatrième Rapport Annuel du Comité Consultatif du plan Colombo* nous fournit un tableau résumant «l'orientation des dépenses consacrées à la mise en valeur dans huit pays et territoires de la région (Birmanie, Ceylan, Inde, Indonésie, Fédération de Malaisie, Pakistan, Singapour et Thaïlande), pour les principaux secteurs de l'activité économique».² Les indications sont effectuées en millions de livres sterling et portent sur les années 1953, 1954, et 1955. En fait, les sommes investies ne proviennent pas uniquement, semble-t-il, de l'aide accordée par le plan Colombo. Indirectement, cependant, leur majeure partie est le résultat de l'aide

1. M. S. Renon, *op. cit.*

2. *Le plan de Colombo*, Singapour, Novembre 1955, p. 9.

SOUS-DÉVELOPPEMENT ET PLAN COLOMBO

des États-Membres plus développés aux États-Membres sous-développés. Voici la reproduction exacte d'un tableau dont nous effectuerons l'analyse.

	1953	1954	1955
Agriculture, développement collectif et rétablissement . . .	71	89	107
Irrigations, entreprises à fins diverses et énergie	137	192	233
Transport et communications	131	188	214
Industrie et exploitation minière	43	60	62
Bien-être social et tous autres	126	159	189

Un certain nombre de remarques s'imposent, à la lecture des chiffres précédents.

Pour les secteurs de l'activité économique pris en considération, les totaux des dépenses effectuées donnent 508 millions de livres sterling en 1953, 688 millions en 1954 et 805 millions en 1955.

Les dépenses marquent une augmentation globale décroissante dans les secteurs considérés comme fondamentaux. Entre 1953 et 1954, l'accroissement des dépenses représente une somme de 180 millions de livres sterling; entre 1954 et 1955, nous nous trouvons en présence d'une augmentation de 117 millions seulement.

Il est indiscutable que l'aide apportée aux pays sous-développés de l'Asie pèse d'un poids considérable sur les épaules des pays signataires de l'Accord. Peut-on cependant oublier que la seule prévision démographique conduit à des conclusions pessimistes?

Il y a un langage des chiffres. Il en existe un autre, plus éloquent encore: celui des contacts avec la réalité quotidienne. Avons-nous le droit de nous laisser convaincre que tout va mieux en Asie, parce que l'on a construit des barrages, créé des pistes d'envol pour les avions, rendu tel port accessible à des navires de plus fort tonnage? Est-il honnête, du point de vue intellectuel, de se dire satisfait parce que l'Inde, devenue politiquement indépendante, paraît jouer dans l'histoire du monde un rôle plus actif? Il ne s'agit là que d'un exemple. Mais, quant à nous, nous avons encore le souvenir de certaines misères qui nous laissent croire à un retard de mille ans peut-être dans la marche vers le bien-être économique de certains pays asiatiques.

Le plan Colombo n'est qu'une première étape. L'Occident n'a pas à craindre, à notre avis, une surproduction agricole ou même une surproduction industrielle dans certains domaines

fondamentaux, aux Indes, en Malaisie ou au Vietnam. Ces problèmes se poseront peut-être un jour. On s'en trouve encore fort éloigné pour l'instant. Les dépenses doivent donc s'accroître à un rythme sans cesse croissant. Sinon, tous les sacrifices consentis auront été inutiles, parce que la croissance des natalités n'aura qu'à grand peine maintenu le niveau de vie des populations asiatiques à sa faible hauteur traditionnelle.

Nous nous demandons d'autre part, dans la suite de cet article, si une optique de timidité, en la matière, ne dessert pas les membres du plan Colombo plutôt qu'elle ne les sert. Déjà il apparaît que l'immensité des sacrifices qu'il faudrait pouvoir consentir en faveur de l'Asie (et, demain, de l'Afrique) rend insuffisants le plan Colombo et tous les autres plans fractionnaires élaborés depuis vingt ans.

A-t-on vraiment pensé, selon l'expression de François Perroux, en termes «mondialistes»? A-t-on réussi à se dégager, en dépit des affirmations et des chiffres, d'une conception «localisée» de l'aide aux pays sous-développés?

Le tableau récapitulatif du Quatrième Rapport nous conduit à d'autres considérations encore, celles-ci en relation directe avec ce que nous avons appelé la hiérarchie des besoins. Qu'il s'agisse des dépenses effectuées en 1953, en 1954 ou en 1955, les sommes consacrées aux divers postes énoncés correspondent à une optique des besoins, dont il est du plus haut intérêt de se demander à quelles considérations elle obéit. Si l'on admet que les dépenses sont effectuées proportionnellement au degré d'intensité des besoins à satisfaire, le détail des sommes affectées à l'année 1955, par exemple, doit être classé de la façon suivante:

	millions de livres sterling
1) Irrigations, entreprises à fins diverses et énergie.....	233
2) Transport et communications.....	214
3) Bien-être social.....	189
4) Agriculture.....	107
5) Industrie et exploitation minière.....	62

On a eu la sagesse d'affecter la somme la moins importante au poste industrie et exploitation minière. Cela semble donc prouver qu'on n'a pas cédé à des considérations économique-politiques; en d'autres termes, qu'on n'a pas eu en vue la seule recherche d'un

équipement destiné à la création de biens manufacturés en une partie du monde où la misère des individus est d'abord celle de la faim. Il fallait régler les problèmes par ordre d'urgence décroissante. Les membres du plan Colombo à qui incombe la charge d'affecter les fonds ou de livrer les biens qui, revendus par les bénéficiaires, leur fourniront les capitaux nécessaires à leurs investissements, ne sont pas seuls en cause. L'interprétation précise des rudimentaires statistiques du Rapport est difficile à effectuer. En fait, l'aide apportée aux membres sous-développés ne s'effectue pas obligatoirement sous la forme financière. Il arrive souvent (cas de l'aide canadienne en particulier) que les secours apportés se traduisent par un envoi de blé, de cuivre, d'aluminium qui, revendus par le gouvernement du pays bénéficiaire, fournira à celui-ci les fonds nécessaires à ses investissements. Théoriquement, les placements à long terme auront bien été effectués par le gouvernement indien, par exemple. En fait, cependant, les sommes nécessaires auront été fournies par les contribuables canadiens. Mais si une telle façon de procéder possède des avantages, elle ne manque pas d'être dangereuse du point de vue qui nous intéresse pour l'instant. Il faudrait en effet pouvoir être certain que toute la contre-partie des marchandises livrées par le Canada, par exemple, est bien affectée au plan d'investissement prévu. Supposition gratuite, évidemment, que le doute émis ici. On reconnaîtra, cependant, que la méthode des investissements proprement financière par le donateur présente plus de rigueur logique.

Quoi qu'il en soit, les membres du plan Colombo agissent avec sagesse en n'affectant à l'industrie qu'une fraction assez peu importante des fonds à leur disposition. Parer au plus pressé: tel doit être, pour les vingt années prochaines, l'objectif de toute aide aux pays de l'Asie. Encore faut-il que ceux-ci acceptent cette façon d'envisager les choses.

On a eu raison de considérer comme le problème fondamental celui de l'irrigation. L'Asie est le continent de l'eau. Le Pakistan ne fait qu'à demi exception à la règle. Les fleuves immenses, mais inutilisés, abandonnés à leur fantaisie naturelle, sont une source incalculable de richesses agricoles dont plusieurs siècles de colonisation n'ont pas eu une conscience assez profonde. Le voyageur qui se rend vers le Sud en quittant Delhi, ne peut pas ne pas être

frappé par le désaccord entre l'importance des eaux dont abonde, à certaines époques, le Djemna, affluent du Gange, et la rudimentaire technique de puisage et d'irrigation des paysans de la région. C'est la meilleure leçon d'économie qu'il soit possible de recevoir. Un paysan va chercher l'eau à dix verges de profondeur et la recueille dans une outre des premiers temps de l'humanité (une peau de bœuf dont les quatre coins se trouvent attachés à une corde). Deux bœufs faméliques tirent le long d'un plan incliné s'enfonçant dans le sol, sur la corde qui glisse sur une méchante poulie. L'eau arrive dans le canal d'irrigation au rythme que lui imposent les bêtes. À peine est-elle vidée que l'outre rend aussitôt à une terre trop sèche la moitié au moins de son contenu. Un tel spectacle en dit plus que tous les rapports sur l'urgence d'une aide massive en matière d'irrigation. On n'aura rien résolu tant qu'un bouleversement radical ne sera pas intervenu.

Les investissements devraient donc répondre à cette double préoccupation fondamentale: irriguer pour rendre possible une culture à la mesure des besoins de l'Asie; fournir au continent asiatique l'énergie sans laquelle il ne peut y avoir qu'embryon d'indépendance économique. Le Canada a sagement agi en consacrant cette année 7,500,000 dollars à la construction d'une pile atomique. La dépense est intelligente, car elle répond à l'urgence des besoins insatisfaits.

Les investissements auxquels ont été consacrés, en seconde position, les investissements des trois années prises en considération, concernent le transport et les communications. Le choix répond à nouveau à la logique. Le continent asiatique n'est massif qu'en apparence. En réalité, les frontières naturelles, mais plus encore l'absence de communications aisées entre les divers pays condamnent, depuis des siècles, les divers pays d'Extrême-Orient à vivre comme autant d'îles séparées les unes des autres par des espaces sans limites. On ne devrait pas hésiter, en dépit des apparences géographiques, à exprimer l'idée que l'une des caractéristiques fondamentales de l'Extrême-Orient est ce que nous appellerons l'insularité économique. Faute de rendre possibles, d'un pays à l'autre, d'étroites communications économiques, on condamne chacun d'entre eux à périr d'inanition. À l'intérieur même de chacune des nations membres du plan Colombo, les

réseaux de communication en sont encore, la plupart du temps, à un stade proche de l'inexistence. Il fait peu de doute que les routes construites à travers les Indes aient répondu à des considérations militaires plus qu'à des impératifs économiques. Le Vietnam est loin d'avoir résolu le problème des transports sur son territoire. Le Japon seul, ou presque, fait exception à la règle. Mais, pour lui, le problème était plus simple à résoudre, le territoire national n'ayant qu'une faible étendue. D'ailleurs, le Japon a voulu résoudre ce problème fondamental.

Il est donc réjouissant de constater que les membres du plan Colombo ont pris conscience avec netteté de la primauté du besoin en question.

L'ordre de classification des deux postes suivants, dans le tableau des affectations à la satisfaction des besoins, nous paraît plus discutable. Les dépenses consacrées au bien-être social se seraient élevées, en 1955, à la somme de 189 millions de livres sterling, celles consacrées à l'agriculture à 101 millions seulement. On peut évidemment prétendre que la différence entre les deux séries de dépenses (82 millions de livres) ne mérite pas une discussion prolongée. Après tout, l'idée fondamentale est d'éliminer le besoin, par tous les moyens possibles, quelles que soient les formes qu'il puisse revêtir. Il convient de remarquer que la rubrique bien-être social sous-entend des sous-rubriques de natures fort différentes: instruction publique, santé, formation technique, extension des égouts, etc . . . Le problème, en réalité, intéresse très directement le Canada (formation technique en particulier).

Notre intention n'est pas de mettre à proprement parler en balance les deux postes examinés, mais plutôt d'attirer l'attention sur la nécessité d'un règlement des difficultés par ordre d'urgences. Posons comme axiome que les sommes consacrées à la solution des misères que sous-entend chacun des montants en question sont nettement insuffisantes encore. Le problème le plus urgent à régler à propos de l'aide aux pays sous-développés, nous apparaît sans conteste celui de l'alimentation, donc celui de l'agriculture. La maladie a certainement pris avec bien moins de facilité sur un organisme humain normalement nourri que sur ces squelettes ambulants que l'on rencontre trop souvent aux Indes, en particulier.

L'Asie peut se passer de gens instruits; elle ne peut améliorer le sort des individus sans apaiser leur faim. En réalité, cependant, le fond du problème est beaucoup plus complexe qu'il ne semble au premier abord, et les membres du plan Colombo auraient commis peut-être une dangereuse imprudence en agissant autrement qu'ils ne l'ont fait. Peut-on espérer une amélioration des rendements agricoles si le paysan hindou ou le paysan Vietnamien continuent à utiliser des charrues des premiers temps de l'humanité, ou encore ignorent l'importance des engrais chimiques dans l'enrichissement du sol? À quoi bon nourrir mieux les citadins si l'absence absolue d'hygiène cause chaque année un nombre incalculable de morts (épidémies par exemple)? Si l'on veut améliorer le sort des asiatiques, pas en apparence, mais en réalité — c'est-à-dire de façon durable — il faut, en premier lieu, les placer en face de leurs propres intérêts, ce qui ne peut se concevoir sans une éducation préalable des masses agricoles, mais aussi urbaines.

Il convient, en outre, d'attirer l'attention du lecteur sur un autre aspect du problème, d'une extrême urgence, lui aussi. Le communisme trouve un terrain particulièrement favorable dans les populations dont l'instruction demeure absolument inexistante. Nous savons quel effort la Russie tente en Asie pour s'imposer la première. L'une de nos tâches les plus pressantes consiste donc en un travail qui donne aux asiatiques ce qui les rendra imperméables, en partie tout au moins, à la doctrine de Moscou. Il faut ne jamais perdre de vue l'interdépendance des problèmes économiques et politiques. L'expression utilisée au Comité permanent des Affaires extérieures, à Ottawa, lors de la séance du 1^{er} mai 1956 (« nous sommes arrivés les premiers! ») prend alors, à la lumière des considérations précédentes, une signification profonde.

* * *

Nous avons vu, dans les paragraphes précédents, à quelles préoccupations doit obéir une politique d'aide aux pays sous-développés. Les quelques considérations auxquelles il nous a semblé nécessaire de nous arrêter n'épuisent pas le problème. En réalité, il nous semble indispensable de rappeler que les rapports entre pays normalement développés et pays aux prises avec la

misère n'obéissent pas uniquement à des considérations d'ordre moral.

On ne saurait méconnaître le fait que la plupart des difficultés politiques qui menacent le monde sont le résultat du paradoxe de la pauvreté d'un grand nombre de nations dans l'abondance d'une minorité de pays privilégiés. Du matériel au spirituel, la distance n'est pas toujours aussi grande qu'on le prétend. En ce sens, l'aide matérielle gratuite apportée à l'Asie n'échappe pas à la règle: elle devient une sorte d'assurance contre les justes colères du pauvre. Appelons cela *l'optique de la donation*.

Pourtant, les plans — tous les plans — d'aide à une Asie miséreuse échappent-ils totalement à ce qu'on pourrait intituler *l'optique du placement*, ou encore *l'optique de la rentabilité*? En d'autres termes, l'aide matérielle massive est-elle totalement désintéressée? Quiconque accepte la vérité nue répondra par la négative. Sans aucun doute, un plan tel que celui de Colombo ne saurait se contenter de demeurer une œuvre de solidarité. Nous avons déjà attiré l'attention du lecteur sur les dangers de toute politique économique incapable de tenir compte de la susceptibilité des nations aidées. Celles-ci peuvent-elles, néanmoins, se cantonner dans la position trop commode de celui qui reçoit toujours sans jamais rien risquer? Les pays sous-développés doivent donc le savoir, sans en faire un grief au monde occidental: l'aide qui leur est apportée représente pour nous une charge assez considérable qui ne saurait se poursuivre dans la seule *optique de donation*. Les secours apportés seront d'autant plus massifs donc plus efficaces qu'ils nous apparaîtront sous un jour plus conforme à la mentalité des affaires: *l'optique de placement*. Il importe toutefois de ne pas se méprendre sur la véritable signification des mots. Apportons donc ici les précisions qui nous paraissent s'imposer.

a) *L'optique de donation*. Nous l'avons signalé, tous les besoins insatisfaits dans le monde (donc ceux de l'Asie en particulier) ne présentent pas le même caractère d'urgence. Nous avons utilisé l'expression de hiérarchie des besoins, et c'est aux plus impératifs que s'applique la notion d'optique de donation. Il fallait commencer par le début, c'est-à-dire libérer l'homme de la faim. Il ne saurait y avoir le moindre doute à ce sujet: on n'évitera une troisième guerre mondiale que dans la mesure où disparaîtront les masses

immenses d'affamés qui traînent tout au long des routes de l'Extrême-Orient. Il faut en finir au plus vite avec ces enfants sous-nourris qui n'ont d'autre pitance qu'une boule de riz. Y réussira-t-on jamais? Nous sommes pessimiste à ce sujet. Qu'on se réfère aux prévisions des Nations-Unies. Quoi qu'il en soit, tout ce qui se fait dans ce domaine est tout de même préférable à ce qui ne se fait pas. On pourrait d'ailleurs presque prétendre que les dons en blé, par exemple, représentent une sorte de placement contre les conflits qu'engendrent la misère.

Le donateur y trouve-t-il véritablement son compte? Dans le cas du Canada, par exemple, pourquoi ne pas admettre que d'immenses donations de blé représenteraient une solution indirecte à certaines menaces de mévente? L'État achetant les excédents de blé des Prairies pour en faire don à l'Asie ne ferait qu'à moitié une opération gratuite. Il réaliserait ainsi un système de subventions déguisées aux monoculteurs des Prairies, et en répartirait financièrement le poids sur l'ensemble de la nation, à qui doit revenir, en fin de compte, la charge des crédits nécessaires à ces achats. Semblable donation nous semble ainsi demi-mal: elle apporte à l'Asie un secours correspondant à des besoins impératifs; elle soutient les agriculteurs menacés de surproduction, ce qui devient un facteur de stabilité économique pour d'immenses provinces canadiennes; elle répartit la charge de cette donation sur l'ensemble de la nation, faisant ainsi participer tout le monde à une œuvre de double solidarité. Il devrait être possible de multiplier les exemples.

On reconnaîtra, cependant, qu'une semblable politique n'est pas pleinement satisfaisante, en ce sens qu'elle laisse toujours à la charge du pays une facture qu'il faut bien solder. Du point de vue financier, toute aide gratuite pose des problèmes et ne saurait se traduire par un enrichissement du pays qui apporte les secours. Admettons, en outre, que l'aide gratuite apportée aux pays sous-développés n'est pas une donation à laquelle participent d'égale façon tous les Canadiens. Dans le domaine des dons en matériel industriel, par exemple, l'opération se traduit tout de même par l'enrichissement d'un certain nombre de nationaux, la véritable charge financière ne reposant, après tout, que sur ceux-là seulement

qui n'ont pas la chance de produire les biens économiques dont a besoin l'Asie.

Monsieur Nik Cavell, directeur de la Division de la Coopération économique et technique internationale au Ministère du Commerce n'est pas dupe de ce phénomène, puisqu'à une question qui lui a été posée le 10 mai 1956, il a répondu avec netteté dans ce sens:

«Depuis le début de notre activité jusqu'à aujourd'hui, les commandes pour l'outillage et les matériaux se montent à environ 95 millions. Le seul outillage qui a été acheté en dehors du Canada était celui qui n'était pas fabriqué ici, et il l'a été: du Royaume-Uni, 2,695,439 de dollars; des États-Unis, 1,946,305 de dollars; d'autres pays: 87,000 dollars, ce qui forme un total de 4,728,744 de dollars, soit 4.9 pour cent d'achats au dehors du pays».¹

Comme il ne saurait être question pour les fournisseurs canadiens de livrer gratuitement toutes les fournitures qu'on réclame d'eux, on ne voit pas comment il pourrait être possible d'empêcher que l'aide aux pays sous-développés ne soit, pour un certain nombre d'individus et d'entreprises, source d'enrichissement. Il n'y a pas lieu de s'en scandaliser, mais plutôt de s'en réjouir (sous la réserve, toutefois, qu'à un instant donné, il devient indispensable que l'aide-donation prenne une autre forme). Aucun des pays assistés ne peut imaginer qu'une semblable situation doive se prolonger. Il ne saurait être question de fixer des délais. Un fait demeure certain: l'optique donation devra, tôt ou tard, céder la place à celle de la rentabilité, principe qui dirige, depuis l'origine du monde, les relations entre les nations.

Sous cette très importante réserve, nous sentons déjà poindre la brutale réalité des choses économiques: les 20 millions de dollars prévus, au titre des affectations proposées pour l'année financière 1956-1957, pour la réalisation du projet intitulé Hydro-Kundah (Inde), les 7.5 millions relatifs à la fourniture du Réacteur Canada-Inde, les 9.2 millions de l'Hydro-Warsak (Pakistan), etc... représentent tout de même de remarquables montants ayant pris place dans les carnets de commande de certaines grandes compagnies.

La chose est heureuse pour elles comme pour les travailleurs qu'un semblable programme garantit contre le non-emploi. On

1. Extrait des *procès-verbaux et témoignages*, du Comité permanent des Affaires extérieures, séance du jeudi 10 mai 1956. Fascicule 7, p. 5.

nous permettra cependant quelques remarques à ce sujet. Il ne s'agit nullement ici de critiquer ce qui se fait (et qui, d'ailleurs, doit se faire). Nous voudrions simplement nous permettre d'établir un parallèle, ou plutôt faire remarquer qu'il est souvent puéril de se leurrer sur la signification profonde des choses. À long terme, toute aide apportée à des pays économiquement sous-développés tend à devenir de moins en moins gratuite, et, par conséquent, à se rapprocher de plus en plus d'une opération commerciale normale. Les pays coloniaux ont souvent été accusés de poursuivre des fins économiques et de rechercher un enrichissement aux dépens des pays à qui ils vendaient, en soutenant leurs propres industries, les biens qu'ils avaient en surabondance. Ils n'ont fait, en cela, qu'obéir aux règles implacables de la logique économique. Il nous apparaît impossible que le Canada, par exemple, puisse toujours échapper à ces impératifs. Tôt ou tard, ayant donné, il nous faudra vendre, d'une part parce que nous ne pourrions supporter indéfiniment la charge financière que représente les secours que nous accordons, d'autre part, parce que notre finalité économique est celle de l'exportation, ce qui ne va pas sans la recherche de créances sur l'étranger.

Disons-le sans hypocrisie: nous nous réjouissons, personnellement, de ce que l'histoire du monde place entre nos mains une possibilité pleine de ressources d'améliorer à long terme, notre position exportatrice. C'est en cela que l'aide aux pays sous-développés nous semble contenir, pour l'avenir, une leçon encourageante pour notre pays: celle qui nous donne l'optique de la rentabilité, optique qui nous paraît incluse dans la précédente.

b) *L'optique de rentabilité.* Faut-il faire de la notion de rentabilité le centre des préoccupations de toute la politique d'aide aux pays sous-développés? Évidemment pas. Il suffit d'avoir la franchise de reconnaître qu'il s'agit là d'une préoccupation devant laquelle nous ne saurions demeurer indifférents, sans oublier, cependant, que le but premier à poursuivre (la libération du besoin) relève des lois de la solidarité internationale. Ceci admis, il n'en reste pas moins logique d'attendre de l'aide actuelle qu'elle demeure temporaire sous sa forme présente. En d'autres termes, le donateur devra de plus en plus se changer en véritable prêteur, modification qu'il serait vain, cependant, d'escompter pour une période pro-

chaîne. L'optique de rentabilité se manifeste aujourd'hui déjà de façon latente. Plus exactement, elle peut être considérée comme sous-jacente à l'aide actuellement accordée. Un jour devrait venir où les bénéficiaires eux-mêmes des donations, libérés de leurs besoins les plus incompressibles, recherchent la position plus logique, plus conforme aussi à leur soif d'indépendance, d'emprunteur, celle-ci s'accompagnant, bien entendu, du réel désir d'investissements rentables, qui seuls les rendraient capables de rembourser les prêts reçus.

Nous savons bien que, maintenant déjà, prêts de particuliers, prêts consentis par des communautés nationales ou internationales ont été accordés en vue de placements ou sont en quête de placements. Nous pensons simplement que les pays donateurs doivent prendre conscience du fait que l'optique de rentabilité est, pour eux, parfaitement légitime et se libérer des éventuels complexes de colonialisme qu'une semblable façon d'envisager les choses pourrait peut-être leur donner.

Recherchons donc, dès à présent, à orienter notre aide aux pays sous-développés dans la direction qui fera de ceux-ci, un jour ou l'autre, nos clients réguliers.

* * *

Dans quelle mesure, par exemple, en ce qui concerne l'aide apportée par le Canada, nous est-il possible de deviner l'aspect futur de ses relations économiques avec l'Extrême-Orient? Il ne saurait être question d'analyser le détail de cette vaste série de problèmes. En réalité, c'est là matière à d'abondants commentaires, qui mettraient en cause la structure même de l'économie canadienne, et au cours desquels il nous faudrait analyser avec le plus grand soin la notion de *complémentarité*. Nous nous en tiendrons donc à un certain nombre de considérations générales.

Le Canada ne doit jamais perdre de vue sa destinée exportatrice. On ne répétera jamais assez cette vérité première. Cette position résulte de considérations géographiques, sans aucun doute: abondance des matières premières, tout d'abord, et plus particulièrement de celles dont le monde moderne éprouve les plus pressants besoins. Il faut ne jamais oublier que la profusion de richesses naturelles dont ce pays s'est trouvé comblé commande de façon imprescrip-

tible la politique économique qu'il se doit de suivre. C'est cela que nous nommons «phénomène de complémentarité»: la nécessité où se trouve un pays naturellement riche de trouver des débouchés. La logique économique veut donc que se tisse un réseau de plus en plus étroit d'échanges entre les pays complémentaires. Sans doute pourra-t-on prétendre qu'en un certain sens tous les pays du monde sont plus ou moins complémentaires. Cependant, certaines complémentarités pourraient être en quelque sorte qualifiées de naturelles. Le critère qui détermine la logique de semblables liens nous paraît déterminé en grande partie par la géographie.

L'Asie, par exemple, souffre d'une famine dont les proportions mêmes appellent les solutions les plus radicales. L'Amérique du Nord — le Canada en particulier —, paraît en mesure de fournir une solution satisfaisante à cet angoissant problème. Voici assurés, sous certaines réserves il est vrai, les débouchés dont ne saurait se passer le Canada. Premier stade dans la recherche de la solution: la recherche de la clientèle. On aura tôt fait, semble-t-il, de s'assurer la collaboration des pays sous-développés de l'Asie, le rôle de ces derniers, à cet instant du raisonnement, devant être tout d'abord de modifier les goûts des «consommateurs», d'agir sur leurs besoins d'alimentation en leur démontrant par exemple que le blé peut se substituer au riz. Les habitudes ancestrales s'effaceront devant l'urgence des besoins à satisfaire. Deuxième stade dans la recherche de la solution: tendre à dépasser l'optique de la donation et transformer les livraisons de blé faites (ou à faire) à l'Asie, en une opération proprement économique, c'est-à-dire répondant à l'optique de la rentabilité. En d'autres termes, il devient alors indispensable pour les Asiatiques de pouvoir fournir au Canada des contre-parties aux livraisons de blé qui leur sont faites. Le problème se complique très vite, à cet instant de raisonnement. Les contre-parties existent, ou peuvent exister: latex, par exemple. Les échanges bilatéraux font, évidemment, la preuve immédiate de leur insuffisance. L'Inde ne pourra fournir cette contre-partie qu'elle ne possède pas. Elle éprouvera du mal, dans l'immédiat, à assurer l'équilibre de ses importations et de ses exportations. Le Japon, au contraire, peut fournir de nombreuses contre-parties. Mais ses coûts de production industriels très bas sont une menace

pour certaines des industries nationales du Canada. Il s'agit là de la vieille menace à laquelle, jusqu'à présent, la plupart des pays du monde n'ont jamais pu qu'opposer les barrières douanières.

Le problème s'embrouille donc, jusqu'à ne plus laisser entrevoir que des solutions à la petite semaine: donner, purement et simplement le blé canadien, par exemple plutôt que l'échanger contre des produits qui menaceraient le pays où les niveaux de vie sont les plus élevés. Il apparaît ainsi, au premier abord, que l'optique de donation est préférable, encore qu'illogique, à celle de la rentabilité. Il doit pourtant exister quelque part des solutions.

Le plan Colombo, par exemple, s'intitule plan «pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-Est asiatiques». Conçoit-on une coopération qui demeure unilatérale?

Il devient donc impossible d'imaginer que les contre-parties soient jamais fournies par un Extrême-Orient dont on n'aura pas, en second lieu (le premier stade étant celui de l'élimination de la misère) accru le potentiel industriel jusqu'au point où il lui sera possible d'échapper à la charité internationale pour devenir un partenaire véritable dans les échanges internationaux. Finalement, le plan Colombo se révèle sage d'avoir su prévoir, pour l'Asie, un avenir industriel et non plus seulement agricole. Il y aurait cependant quelque imprudence à imaginer que cette industrialisation aura résolu les difficultés. Elle n'aura fait que les modifier. On aurait tort d'oublier l'exemple du Japon. Contraint, ou presque, à accepter l'aide de l'Occident, ce pays a pris le reste du monde à son propre jeu. Les faubourgs d'Osaka n'ont rien à envier à ceux de certaines de nos grandes villes, mais le Japon doit lutter désespérément pour la recherche de ses propres débouchés. Cette fois-ci, la «contre-partie» existe, mais son volume même devient un danger. N'est-ce pas dans une direction presque identique à celle-là que s'oriente l'Asie tout entière? À la limite du raisonnement, on aboutit à la plus paradoxale des situations: l'Asie industrialisée, prête à nous offrir des contre-parties aux approvisionnements agricoles dont elle éprouve encore le plus urgent besoin (qu'on ne perde pas de vue la courbe de croissance de la natalité dans la quasi-totalité des pays asiatiques); l'Asie à qui l'on doit refuser les contre-parties qu'elle pourrait offrir, parce que cela constituerait une menace à notre propre stabilité écono-

mique; finalement, notre aide obligée de se poursuivre sous la seule forme d'une donation, parce que tout «paiement» serait plus dangereux que rentable.

* * *

En conclusion, un certain nombre de remarques s'imposent. Peut-être celles-ci nous feront-elles accuser de menacer l'équilibre économique de la nation, puisqu'il nous faudra bien, en fin de compte, laisser deviner des solutions douloureuses.

L'Asie poursuit une course vertigineuse dans le domaine de la démographie. À cela, nous ne pouvons apporter aucune solution. Nous nous trouvons contraints de nous incliner devant ce qui nous dépasse.

En second lieu, force nous est bien aussi d'admettre que la misère, le sous-développement n'ont que trop duré. Si le cœur ne parle pas, qu'au moins la raison nous convainque de la menace qu'un semblable état de choses représente pour la paix du monde, donc pour notre propre sécurité.

Troisièmement, la géographie nous indique avec une netteté suffisante quelle est en ce qui concerne le Canada, par exemple (la leçon demeurant d'ailleurs valable pour d'autres pays encore) notre destinée économique; en d'autres termes, en quoi il nous est possible d'assurer, aux conditions les plus satisfaisantes pour la raison, un rôle de premier plan dans l'aide apportée, ou à apporter aux pays sous-développés.

Quatrièmement, la situation de donateur ne saurait se prolonger indéfiniment, l'aide à l'Asie le doit. Il importe donc de faire coïncider, avec un maximum de logique, ces deux aspects d'une même question.

Existe-t-il une solution? il est probable qu'aucune solution ne saurait être considérée comme suffisante, donc comme parfaite. L'immédiat exige que nous poursuivions les efforts tentés depuis janvier 1950. Ils ont porté leurs fruits et il y aurait quelque injustice à prétendre que, dans le bilan des besoins à satisfaire et de ceux qui l'ont été, la balance soit débitrice. Mais le crédit ainsi mis à jour est plus moral que traduisible en chiffres. Or, il convient qu'on aboutisse le plus tôt possible à des données véritablement quantifiables. Il est probable que le passage de l'optique de la donation

à celle de la rentabilité ne pourra s'effectuer sans une adaptation de tous les participants aux données de l'avenir: ici, par exemple, il y aura peut-être nécessité de grands sacrifices. Ils ne seront plus uniquement des sacrifices traduits par des millions de dollars de crédits accordés à l'Asie. Ceux-là, sans aucun doute, dureront longtemps encore. C'est en de nombreux cas, à une véritable reconversion industrielle que, peut-être, il nous faudra recourir. Si nous voulons que l'Asie cesse de faire mendiant et devienne, ainsi que nous l'affirmons, un véritable partenaire, il nous faudra bien accepter d'elle, en retour, les contre-parties de ce que nous lui fournissons. Qui donc devra accepter le remède? Ceci est un autre problème. De telles solutions mûrissent lentement. Elles doivent mûrir, ou tout aura peut-être été fait en vain.

Jean MEHLING,
*professeur à la Faculté des sciences
sociales, économiques et politiques (Ottawa).*